N° 649 - 2024

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
Secteur du Fret en CROZON

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que dans le cadre du déploiement de la fibre optique, l'entreprise IRO TELECOM 157 rue des Rouleaux – 44115 BASSE GOULAINE doit intervenir du 9 septembre au 9 octobre 2024, sur le secteur du Fret en CROZON,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

ARTICLE 1 **Du 9 septembre au 9 octobre 2024**
Dans le cadre du déploiement de la fibre optique, l'entreprise IRO TELECOM sera autorisée à intervenir sur le secteur du Fret en CROZON (ci-joint carte d'intervention).

ARTICLE 2 **Du 9 septembre au 9 octobre 2024**
La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de l'entreprise IRO TELECOM - 157 rue des Rouleaux - 44 115 BASSE GOULAINE.

En fonction de la configuration des lieux, la circulation des véhicules se fera soit par :

- Rétrécissement de la voie de circulation,
- Cheminement des piétons,
- Vitesse limitée à 30 km/h et matérialisée par des panneaux B14.30,
- Stationnement interdit au droit du chantier
- Stationnement interdit des 2 côtés de la chaussée.
- Alternat par feux tricolores ou manuel

ARTICLE 3 L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

ARTICLE 4 Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 5 Le présent arrêté sera apporté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

ARTICLE 6 Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 7 Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

ARTICLE 8 Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Directrice Générale des Services de la ville de CROZON
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON
Police Municipale
Services Techniques Municipaux
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime.

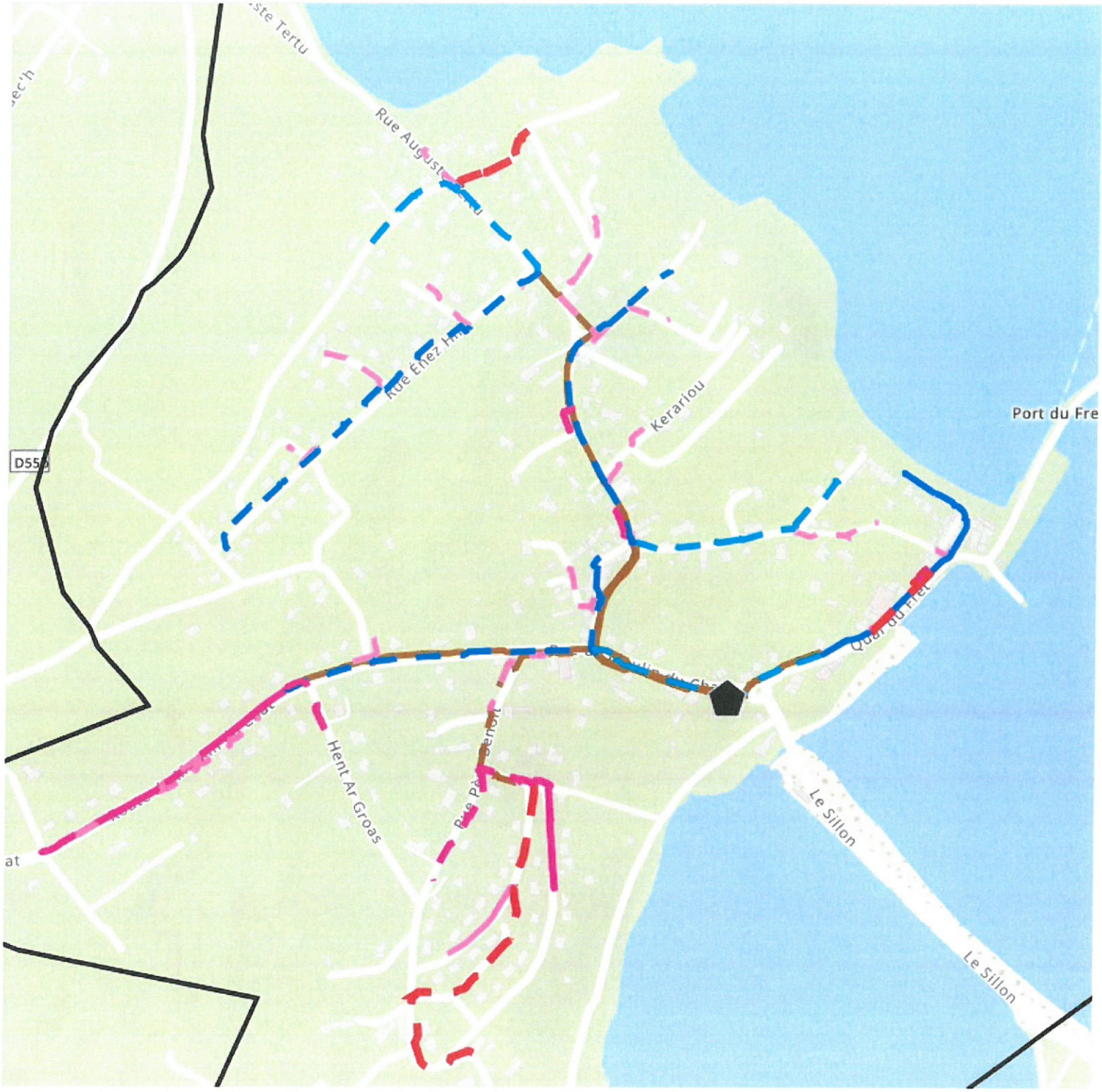
Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à l'entreprise IRO TELECOM - 157 rue des Rouleaux - 44115 BASSE GOULAINE.

Pour extrait certifié conforme
A CROZON, le 4 septembre 2024
P/Le Maire

MAIRIE DE CROZON (Finistère)

L'Adjoint délégué

Philippe BRUN


Rue Auguste Tertu
Rue Enez Hir
Kerariou
Port du Fre
D558
Hent Ar Groas
Le Sillon
Le Sillon